



CGT, FO, FSU, Solidaires, UNEF et UNL du Maine et Loire

ILS VEULENT CASSER LE CODE DU TRAVAIL, LA FORMATION PROFESSIONNELLE, L'ASSURANCE CHÔMAGE, LES RETRAITES, LA SÉCURITÉ SOCIALE, LES SERVICES PUBLICS. ILS VEULENT ORGANISER LA SÉLECTION À L'UNIVERSITÉ.

NOUS RÉSISTONS !

Avec les ordonnances « loi travail », le gouvernement facilite les licenciements, détruit les CHS-CT, rend plus complexe le recours aux prud'hommes pour les salariés, **permet aux employeurs d'imposer des accords moins favorables que les conventions collectives ou le droit du travail dans les entreprises.**

Dans le même temps, **il diminue de façon drastique les moyens des représentants du personnel** ce qui rendra plus difficile la défense des salariés dans les entreprises...

Avec ces mêmes ordonnances, notamment en s'attaquant au CDI, **le gouvernement précarise toujours un peu plus l'emploi et l'insertion des jeunes sur le marché du travail**

En poursuivant une politique de **réduction des dépenses publiques, le gouvernement bloque les salaires** des fonctionnaires et assèche les services publics : moins de personnels dans les collectivités, les ministères... Les agents publics soumis aux restructurations, aux regroupements, aux mutations forcées...

Sous prétexte de réforme du système « d'admission post-bac » et au lieu de créer les structures et les postes nécessaires, **le gouvernement met en place la sélection à l'entrée de l'université**, rompant avec le principe républicain du libre accès des bacheliers à la filière de leur choix.

En remplaçant les **cotisations sociales d'assurance maladie et du chômage**

par la CSG, sous le prétexte fallacieux « d'augmentation du pouvoir d'achat », le gouvernement transfère le financement de la protection sociale des cotisations vers l'impôt. Les cotisations ouvrent des droits. L'impôt non. Les cotisations sont affectées aux dépenses de santé ou du chômage. L'impôt n'est pas affecté. La preuve, la CSG augmentée servira à financer la suppression de la taxe d'habitation.

La ministre de la Santé sans en apporter la moindre preuve prétend que « 30 % des dépenses de l'Assurance maladie ne sont pas pertinentes ». Disant cela, elle prépare **une accentuation massive des suppressions de lits et de services dans les hôpitaux, déjà dans une situation catastrophique**

Les exemples de cette politique qui comme le disent nos organisations nationales est une « **politique libérale visant à accroître les inégalités au profit d'une minorité,** » pourraient être multipliés à l'infini (baisse des taxes sur les dividendes, baisse de l'APL, poursuite des exonérations fiscales et sociales pour les employeurs, stagnation du SMIC...)

Les étudiants, les lycéens, les salariés, les retraités n'acceptent pas. Ils l'ont montré par la grève et les manifestations en septembre et en octobre.

Le 16 novembre, salariés du public et du privé, retraités, étudiants, lycéens, NOUS SERONS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATIONS

- Pour le retrait des ordonnances « loi travail XXL Macron/Medef » dans le prolongement de la loi El Khomri
- Contre toute sélection à l'Université, pour des moyens aux universités et établissements du supérieur pour leur permettre d'accueillir tous les étudiants dans de bonnes conditions
- Pour l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minima sociaux
- Pour des moyens à hauteur des besoins pour les services publics

Nous appelons les salariés, les étudiants, les lycéens, à se réunir dans leurs entreprises, organismes, établissements, avec leurs organisations syndicales, pour établir leurs revendications et préparer la grève et les manifestations.

Angers : 10 h 30 place Leclerc	Cholet : 10 h 30 place Travot	Saumur : 10 h 30 place Bilange	Segré :
---	--	---	----------------

Angers, le 6/11/2017